

La nouvelle coalition en Syrie, un tournant majeur

INCIDENCES Le terrorisme, les réfugiés, le Moyen-Orient et la situation économique et sécuritaire en Asie, tels ont été les thèmes principaux de la huitième «World Policy Conference» réunie à Montreux le week-end dernier.

Présidée par Thierry de Montbrial, son fondateur, la conférence a été ouverte par le conseiller fédéral Didier Burkhalter. Elle a tenté de dresser un ordre de priorité dans l'enchaînement des crises qui surgissent simultanément dans le monde.

La lutte contre Daech s'intensifie et donne naissance à une nouvelle coalition entre grandes puissances. C'est peut-être un tournant majeur, le plus important depuis la fin de la guerre froide. Pour Hubert Védrine,

ancien ministre français des Affaires étrangères, l'Occident, qui a bien réagi à la fin de la Guerre froide, n'a pas su gérer ensuite l'après-Guerre froide. La nouvelle donne qui se dessine avec la Russie permet de sortir de cette époque. Elle découle notamment de l'accord nucléaire avec l'Iran – même si les difficultés de sa mise en œuvre demeurent. Elle laisse bien augurer de la recherche en commun d'une solution politique à la guerre de Syrie, selon la formule esquissée à Vienne.

A la guerre comme à la guerre: l'urgence au Moyen-Orient relègue au second plan les efforts pour régler les conflits tels que celui d'Ukraine. Il s'agit d'abord de détruire Daech et de s'en donner les moyens.

Autre urgence, la crise des réfugiés: il faut avant tout rassurer les Européens qui, bien au-delà de l'extrême droite, ont le sentiment d'être envahis. Pour Hubert Védrine, le rétablissement des contrôles aux frontières de l'Europe, la coopération accrue des polices et un renforcement de Frontex, l'organisme chargé de la sûreté extérieure, sont indispensables. On ne doit laisser passer que les réfugiés persécutés. Il faut en finir avec la confusion actuelle, source d'inquiétude pour l'opinion publique, surtout quand on invoque le déficit démographique en Europe pour justifier l'accueil des migrants, que l'on appelle à relancer le débat sur l'Europe fédérale, ou encore que l'on veuille remodeler le Moyen-

Orient. Ce sont de fausses pistes: c'est le pire moment pour les aborder.

La générosité est évidemment indispensable – sans cela l'Europe n'existe plus – mais elle ne suffit pas: faute de maîtriser la crise migratoire, c'est le droit d'asile lui-même qui sera remis en cause. Schengen reflète les idéaux qui prévalaient à sa création en 1985 mais le système ne fonctionne plus. Il faut donc se concentrer sur le problème de sécurité sans laisser la panique s'installer.

La construction européenne est fragile: les responsables de l'analyse politique des ministères des affaires étrangères de France, de Grande-Bretagne et d'Allemagne en conviennent, tout en soulignant aussi sa résilience à travers

les crises. Les partenaires de Londres feront toutes les concessions possibles pour éviter le Brexit qui affaiblirait l'UE. Le référendum était nécessaire, car le débat sur l'Europe a atteint une telle intensité en Grande-Bretagne que la politique du gouvernement en Europe était menacée de paralysie. Mais – comble du cynisme – même si le non l'emporte, les Britanniques souhaitent que l'UE reste forte...

L'Asie se montre apaisée et tout à son développement économique, en dépit des tensions: le ralentissement en Chine est maîtrisé et d'ailleurs relatif. La Chine et ses voisins cherchent une issue à la contestation des frontières maritimes en mer de Chine, et de leur côté les Etats-Unis et la Chine sont tombés d'accord pour empê-

cher toute escalade si leurs marines devaient s'affronter.

D'ailleurs, les deux puissances sont en train de définir un nouvel équilibre durable dans leurs relations. Les présidents chinois, coréen et japonais se sont récemment rencontrés, démarche sans précédent et positive pour la région. ■



FRANÇOIS NORDMANN

La triple stratégie de l'Etat islamique

ANALYSE Contrairement à ce qui a été avancé dans différentes récentes analyses, les attaques du vendredi 13 novembre à Paris ne constituent pas «un changement dans la stratégie» de l'Etat islamique (EI), peuvent difficilement être interprétées comme un signe de faiblesse d'une organisation désarmée qui «frappe tous azimuts» et il se peut bien qu'à l'avenir le groupe puisse aller «plus loin» dans ses actions. Eloigné d'une lecture rapide et réactive suite aux attentats dans la capitale française, un examen historique circonstancié et clinique du groupe levantin révèle, au contraire, une stratégie évolutive depuis la prise de Mossoul le 11 juin 2014 qui a progressé de façon linéaire sur trois cercles concentriques: en «Syria» dans les villes que tient l'EI à cheval entre la Syrie et l'Irak, dans la région moyen-orientale et nord-africaine et, désormais, internationalement avec en particulier les attaques visant la France et la Russie.

La «conquête» (comme s'y réfère l'EI dans un message anniversaire du 12 juin dernier) de la seconde plus grande ville irakienne (un million et demi d'habitants) a représenté le moment le plus important, pour l'heure, dans l'émergence accélérée de l'organisation d'Abou Bakr al-Baghdadi. Après avoir mis en place, en 2010, un ambitieux plan de restructuration de l'Etat islamique en Irak (EII), qui existait depuis 2006 en tant que version remaniée d'Al-Qaïda en Irak (AQI), et capitalisé sur la détérioration du conflit syrien à partir de 2011, Al-Baghdadi avait œuvré entre 2012 et 2014 à bâtir une soldatesque aguerrie afin d'établir un sanctuaire, ce qui fut fait à Mossoul puis, le mois suivant, à Raqqa en Syrie. Au lendemain de cet épisode fondateur qui, à l'été 2014, prend une communauté internationale par surprise découvrant brusquement et brutalement un «Etat islamique»

Contrôle coercitif et administration du territoire, prélèvement de taxes: l'EI se met en scène en tant qu'Etat

formellement annoncé le 29 juin, l'EI faisait face au défi de la gestion de son succès militaire (32000 soldats irakiens avaient pris la fuite). Précisément à ce stade, Al-Baghdadi envisage alors une stratégie dont on peut lire, aujourd'hui, qu'elle s'est traduite par la matérialisation de trois grands axes: la communication et le contrôle des territoires et ressources obtenus, le développement d'une capacité de résilience et l'expansion sur de nouveaux fronts.

Le premier aspect de la phase post-Mossoul de l'EI s'est illustré d'abord par une campagne médiatique de grande ampleur suivant laquelle le groupe a multiplié des messages pour «annoncer au monde» son arrivée. Durant l'été 2014, une série de vidéos ultra-professionnelles d'un genre et d'un style nouveau, en rupture avec l'amateurisme des groupes compétiteurs ou prédécesseurs, a ainsi vu le jour pour, d'une part, montrer les actions de l'organisation et, d'autre part, attirer des «combattants» de par le monde, ce qui fut suivi de résultats avec l'afflux rapide de quelque 5000 individus provenant d'horizons divers. Dans le même temps, et toujours afin d'asseoir son contrôle, le groupe a cherché à obtenir le ralliement des différents groupes islamistes extrémistes actifs internationalement. N'ayant cure du désaveu d'une Al-Qaïda frustrée et irritée de voir une de ses propres «franchises» prendre une telle ampleur, l'EI obtient rapidement l'allégeance de 31 groupes de par le monde, du Pakistan au Nigeria en passant par l'Ouzbékistan, l'Algérie et l'Egypte.

Dans le même temps, et tirant les leçons précisément des pertes qu'avait connues Al-Qaïda en Afghanistan

en 2001-2002, l'EI s'est, deuxièmement, attelé à se donner les moyens de s'inscrire dans la durée. Déclinant son tropisme d'«Etat» au-delà de l'aspect théâtral et peu conséquent qu'en avait donné, par exemple, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) lors de sa prise des villes du nord du Mali en 2012 ou, plus tôt en 2004-2007, les Shebab en Somalie, l'EI a surpris à nouveau en administrant relativement efficacement de larges zones au nord à la fois de l'Irak et de la Syrie. Prélèvement de taxes, reconstruction de routes, fonctionnement de services bancaires, remise sur pied de points Internet et, récemment, diffusion d'ouvrages scolaires ont accompagné les exécutions publiques et autres exactions. Contrôle coercitif du territoire, administration de la population et usage de la violence, certes non monopolisés; attributs factuels d'un processus de construction d'Etat tel que le groupe, qui annonce aussi vouloir frapper monnaie en novembre 2014, le répète et met habilement en scène dans un récit qui s'impose de facto face à des autorités étatiques irakiennes et syriennes absentes ou en déliquescence.

Troisièmement volet de la stratégie létale visiblement pensée de l'Etat islamique, l'ouverture de fronts additionnels représente une synthèse des deux volets précédents, à savoir une campagne d'expansion inscrite dans l'urgence et soutenue par une «économie de guerre», nourrie par la vente de pétrole au marché noir, le recel

d'antiquités et la mainmise sur les liquidités dans les banques des villes conquises. L'important matériel militaire américain récupéré sur les troupes irakiennes (2300 véhicules Humvee abandonnés à Mossoul, par exemple) permet ainsi à Baghdadi de lancer deux opérations sur des fronts secondaires, Sinjar en Irak et Kobané à la frontière syro-turque, afin de préparer les prises plus tactiques de

Ramadi (Irak) et Palmyre (Syrie) en mai dernier. Cherchant toujours à «maintenir l'ennemi éparpillé», comme l'exprimait en 2004 un Ben Laden version Sun Tzu, Al-Baghdadi frappe enfin en 2015 à la fois régionalement et internationalement. Ainsi, aux opérations en Libye (21 personnes décapitées le 16 février à Derna), au Yémen (137 personnes tuées le 20 mars à Sanaa), en Arabie saoudite (4 personnes tuées le 29 mai) et en Tunisie (38 individus assassinés dans un complexe hôtelier à Sousse le 26 juin), vient s'ajouter le cercle international avec l'attentat contre l'avion russe le 4 octobre (224 morts) et les attaques du 13 novembre à Paris (130 morts).

En sus de ces dernières actions qui portent le signe de planification de l'EI, le groupe, notamment par sa communication, a continué à chercher à influencer des individus radicalisés en Europe et aux Etats-Unis, comme peuvent en attester les attaques des frères Kouachi et Amedy Coulibaly le 7 janvier dernier à Paris ou celle du train Thalys Bruxelles-Paris le 21 août dernier. Aujourd'hui, les menaces proférées à l'égard des Etats-Unis au lendemain des attaques sur Paris donnent à penser que l'EI entend poursuivre sa stratégie déclinée sur ces trois fronts depuis la prise de Mossoul. ■

MOHAMMAD-MAHMOUD OULD MOHAMEDOU DIRECTEUR ADJOINT DU GENEVA CENTRE FOR SECURITY POLICY (GCSP) ET PROFESSEUR À L'HEID



Emissions religieuses biffées: injustifiable!

OPINION Jamais le fait religieux n'a été aussi présent dans l'espace public que ces dernières années, parfois dramatiquement il est vrai. Jamais autant qu'aujourd'hui on a pris conscience avec pareille acuité de la nécessité de considérer la dimension spirituelle de la personne humaine. Ainsi, selon plusieurs sociologues, c'est faute de trouver autour d'eux une ouverture à la transcendance dans leur vie que des jeunes de familles de la petite bourgeoisie occidentale se radicalisent à l'islam djihadiste. Le philosophe valaisan Alexandre Jollien livre régulièrement une rubrique sur l'importance de la méditation au cœur de notre existence, dans un hebdomadaire féminin très largement répandu. Le pape François est sans doute l'une des voix les plus écoutées de la planète: il interpelle le Congrès et le Sénat américains, tant sur le réchauffement climatique que sur le danger des armes et la peine de mort...

N'est-ce pas céder à la mode d'un laïcisme outrancier, dont la nouvelle mouture de la loi genevoise sur la laïcité «radicale» est l'une des expressions?

Et c'est le moment que, fort étonnamment, la direction de la RTS choisit pour supprimer tous les magazines religieux œcuméniques, «Hautes Fréquences» sur La Première le dimanche soir, «A vue d'esprit» tous les jours sur Espace 2, ainsi que «Faut pas croire» le samedi en début d'après-midi sur RTS 1. Une décision proprement incompréhensible.

Certes, la RTS est contrainte à des trains d'économies. Mais comment peut-elle justifier cette mesure en prétextant, comme l'a fait sa porte-parole Barbara Stutz, qu'elle «tient compte de différents critères, dont la capacité de concerner un large public»? Comme si la question de la place de l'islam et du christianisme dans le monde, des replis identitaires et du dialogue interreligieux, de la guérison intérieure et de la justice sociale planétaire, du respect de la création et de la paix, toutes problématiques éminemment religieuses, ne concernaient pas le «large public» et n'affectaient pas l'ensemble de la société!

Ce que la direction avance comme solution, à savoir que ces thématiques seront traitées ailleurs dans d'autres cases généralistes des programmes, me paraît aussi utopique que de prétendre pouvoir faire de l'enseignement religieux scolaire sérieux dans le cadre des cours d'histoire ou de littérature. Sans spécialistes qui traitent les sujets de manière approfondie et pertinente, le débat tendra vite à se cantonner dans des généralités ou des affrontements spectaculaires, et les objets religieux disparaîtront progressivement des préoccupations des programmeurs.

Les journalistes protestants de Mediaspro et catholiques de Cath.ch font de l'ex-

cellent travail, j'ai pu l'expérimenter à de nombreuses reprises. Et mes étudiants à la Faculté de théologie de l'Université de Fribourg bénéficient ce semestre de leurs compétences pour un cours fort apprécié de sociologie de la communication et pastorale. Or de nombreux postes parmi eux sont désormais menacés et leur savoir-faire transversal radio-télé, leur réseau de contacts avec une multitude d'instances et communautés sociales, religieuses et politiques, leur expérience développée depuis

1964 risquent de se perdre. Quel gâchis!

Pourquoi donc couper 50% des forces de RTS Religions, alors que l'ensemble des économies de la RTS correspond à 3% de son budget? Pourquoi ce déséquilibre? N'est-ce pas céder à la mode d'un laïcisme outrancier, dont l'interdiction d'un spectacle au sujet biblique (rappelons-nous la controverse autour de la pièce de Benjamin Britten, *L'Arche de Noé*) et la nouvelle mouture de la loi genevoise sur la laïcité «radicale» sont quelques-unes des expressions?

L'évêque chargé des médias au sein de la Conférence des évêques suisses, Mgr Alain de Raemy, évêque auxiliaire de Lausanne, Genève et Fribourg, a exprimé son inquiétude et sa déception devant cette probable disparition de tels espaces de réflexion sur la dimension religieuse et œcuménique de notre culture et de notre avenir dans le service public. Puissent les évêques romands et la Fédération des Eglises protestantes de Suisse unir leurs voix pour clamer leur désapprobation.

C'est pourquoi je soutiens sans réserve la pétition en ligne* qui exige que la direction de la RTS revienne sur sa décision. ■

* <http://soutenonsrtsreligion.info/>

ABBÉ FRANÇOIS-XAVIER AMHERDT PROFESSEUR DE THÉOLOGIE À L'UNIVERSITÉ DE FRIBOURG

